

SOMMET CITOYEN FRANCE-AFRIQUE

Communiqué de presse, le 13 février 2007

Revendications du Sommet citoyen France – Afrique pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente

A l'occasion du **24ème Sommet des Chefs d'État d'Afrique et de France** à Cannes les 15 et 16 février 2007, un grand nombre de dictateurs viendront, dans la tradition des sommets franco-africains, s'assurer du soutien de la diplomatie française.

Convaincues que les relations franco-africaines constituent un sujet qui ne saurait se limiter à un rendez-vous diplomatique de ce genre, des organisations françaises organisent un **Sommet citoyen France-Afrique du 11 au 16 février**, avec notamment un **colloque international** de deux jours à Paris (12 - 13 fév).

Des sujets souvent occultés mais ô combien cruciaux ont été abordés lors de ce colloque : le soutien de la France aux dictatures, le pillage des ressources naturelles du continent, l'aide au développement dévoyée, les causes politiques et économiques de l'immigration, etc.

Durant ce Colloque, auquel ont participé des personnalités importantes de la société civile africaine, des revendications concrètes ont été élaborées dans le but d'interpeller les partis politiques et les candidats aux élections présidentielle et législatives de 2007 en France.

En attendant la publication des actes du colloque, les organisations françaises et africaines du Sommet citoyen France-Afrique demandent d'ores et déjà aux candidats de s'engager, entre autres, à :

> **Reconnaître les aspects négatifs de la colonisation française en Afrique et l'échec des politiques françaises de coopération depuis les indépendances.**

> **Rendre transparente la politique de la France en Afrique :**

- Par l'instauration d'un contrôle parlementaire et citoyen de la politique française en Afrique ;
- Par l'instauration d'un vote à l'Assemblée nationale pour toute signature d'accords de défense et toute intervention militaire de la France en Afrique ;
- Par la publication des accords militaires et de défense liant la France et certains pays africains ;
- Par la suppression de la cellule Afrique de l'Elysée, qui agit en toute opacité et en dehors de tout contrôle démocratique, afin de mettre un terme à la politique du "domaine réservé".

> **Cesser l'ingérence de la France en Afrique et à promouvoir la démocratie :**

- Par la suppression des bases militaires françaises sur le continent africain ;
- Par la suspension des interventions militaires bilatérales de la France en Afrique sans mandat de l'ONU ;
- En conditionnant la coopération française au respect de l'État de droit et du principe de la gouvernance démocratique par les États africains ;
- En favorisant la supervision des processus électoraux en Afrique par l'ONU ;
- En impliquant les organisations des sociétés civiles africaine et française dans l'élaboration de la politique française de coopération.

> **Instaurer des règles internationales commerciales et économiques transparentes et bénéficiant à toutes les populations africaines :**

- En demandant à l'Union européenne la suspension des négociations sur les accords de partenariat économique (APE) ;
- En obligeant les entreprises françaises opérant en Afrique à respecter les normes environnementales et sociales et à publier ce qu'elles versent aux États africains ;
- En améliorant les dispositifs juridiques pour permettre une justiciabilité effective des entreprises françaises pour des actes commis dans les pays où elles opèrent ;

> Favoriser les flux financiers en faveur du développement effectif des populations africaines notamment :

- Par l'audit et l'annulation de la dette publique des États africains ;
- Par la saisie et la restitution des biens mal-acquis et des avoirs détournés par certains dirigeants africains ;
- Par une réorientation massive de l'aide publique au développement en faveur d'un accès universel aux services de base et d'un soutien fort aux sociétés civiles dans la construction des États de droit.

> Mettre un terme aux politiques répressives et sélectives de l'immigration :

- Par la remise en cause des visas de court séjour ;
- Par la ratification par la France de la Convention des Nations unies sur les droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille ;
- Par la dépénalisation du séjour irrégulier des migrants.

Les organisations présentes au Sommet Citoyen tiennent à manifester leur soutien à la société civile guinéenne qui lutte tragiquement pour sa dignité, le respect de ses droits et l'instauration d'un régime véritablement démocratique.

Plusieurs événements autour de ces revendications seront organisés :

A Cannes le jeudi 15 février pendant le Sommet officiel :

Une **Conférence de presse**

à 18h, à la Bourse du Travail-CGT – 15 rue du Docteur Budin

Un **Rassemblement public**

Avec cérémonie de remise des palmes de la Françafrique - à 19h, parking de la gare

Une **Conférence-débat**

à 21h, à la Bourse du Travail-CGT – 15 rue du Docteur Budin

En présence de :

- Fabrice TARRIT, Secrétaire général de l'association Survie
- Caroline MAUREL Directrice des campagnes Oxfam France - Agir ici
- Massalbaye TENEBAYE, Président de Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH)
- Maouloud BEN KATTRA, Représentant des syndicats à la Coalition des Alternatives Dette et Développement - CAD Mali)
- Sylvain NKWENKEU, Agency for Cooperation and Research on Development – ACORD - Cameroun
- Dimas DZIKODO, Journaliste togolais, directeur du bihebdomadaire « Forum de la semaine »
- Un responsable de Greenpeace
- Avec la participation de l'Union locale de la CGT et de la LDH Cannes-Grasse

Contacts presse :

- Olivier THIMONIER (Survie), Tél : 06 37 21 55 24 / olivier.thimonier@survie-france.org
- Aldine FURIO (Oxfam France - Agir ici), Tél : 06 86 92 93 30 / afurio@oxfamfrance.org

**Les suites du Sommet citoyen France-Afrique
sur www.alternatives-france-afrique.info**